

**VISITE DE L'AMBASSADEUR, CHEF DE DELEGATION, S.E. HANS-PETER SCHADEK
MAROUA ET ALENTOURS, 17-19 JANVIER 2018**

DOSSIER DE PRESSE

A. A PROPOS DE LA DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE EN RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN...

La Délégation de l'Union européenne en République du Cameroun fait partie des 139 délégations représentées dans le monde et appartient au Service Européen d'Action Extérieure (SEAS) de l'Union européenne. Inaugurée en 1975, les bureaux de la Délégation se trouvent à Yaoundé. Elle est, avec l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne (Décembre 2009), devenue une véritable mission diplomatique avec à sa tête un Ambassadeur, Chef de Délégation.

Les missions de la Délégation sont à la fois politiques et administratives. Elles sont conduites sous l'autorité de la Haute Représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité/Vice-présidente de la Commission européenne. À ce titre, en étroite collaboration avec les autres missions diplomatiques des États membres de l'Union européenne accrédités au Cameroun, la Délégation est mandatée pour assurer :

-  La représentation de l'Union européenne auprès de la République du Cameroun, ainsi que la promotion et la défense des valeurs et intérêts de l'Union européenne.
-  Le suivi des relations bilatérales dans les domaines des relations politiques, économiques, commerciales et de coopération. Le suivi des politiques de l'Union européenne dans tous les secteurs.
-  La promotion de la participation de la République du Cameroun au processus d'intégration régionale dans les domaines politique, économique, commercial et de coopération.
-  Le suivi des questions panafricaines, notamment en ce qui concerne les liens avec la République du Cameroun.
-  La gestion des programmes et projets de l'aide extérieure de la Commission européenne.

B. QUELQUES INSTRUMENTS DE LA COOPÉRATION CAMEROUN-UE

➤ Le fonds Européen de Développement (FED)

Créé en 1957 par le traité de Rome et utilisé pour la première fois en 1959, le Fonds Européen de Développement (FED) est un dispositif d'aide au développement accordée aux pays Afrique, Caraïbes, Pacifique (ACP) ainsi qu'aux pays et territoires d'outre-mer (PTOM). Le FED est conclu pour cinq ans en général et est mis en œuvre dans le cadre d'un accord international entre la Communauté européenne et les pays partenaires.

Depuis 1957, l'Union Européenne collabore avec le Cameroun dans le domaine de l'aide au développement. A ce titre, le Fonds Européen de Développement (FED) du premier au onzième, a financé des projets pour plus de 953.43 millions d'euros au titre de dons au développement dans divers secteurs : environnement et forêt, santé, commerce et industrie, agro-industrie, développement rural, infrastructures, projets sociaux. Le FED soutient les actions menées dans les pays ACP et les PTOM dans les cinq domaines de coopération suivants :

- Le développement économique ;
- Le développement social et humain ;
- La coopération et l'intégration régionales.

➤ L'Ordonnateur National du FED

L'Ordonnateur National (ON) du FED au Cameroun représente le Cameroun dans toutes les activités de la coopération Cameroun-UE, financées sur les ressources du Fonds Européen de Développement, et de la Banque Européenne d'Investissement. Son rôle découle des accords de partenariat de Cotonou, qui constituent le cadre de la coopération Cameroun-UE. Il inclut un grand nombre de fonctions exécutées en étroite coordination avec l'Ambassadeur, Chef de Délégation de l'Union européenne au Cameroun. Il s'agit notamment de la programmation des projets de coopération, de l'identification et formulation des interventions, de la mise en œuvre et du suivi, ainsi que de l'évaluation et de l'audit.

L'Ordonnateur National du FED au Cameroun est le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire.

➤ La Cellule d'Appui à l'Ordonnateur National du Fonds Européen de développement (CAON-FED)

Elle a pour mission d'aider l'Ordonnateur National (ON) dans l'ensemble de ses missions en vue d'améliorer la qualité des appuis de l'UE au Cameroun. L'appui à l'ON entre dans cadre des objectifs prévus par le Cadre Stratégique de Coopération défini par les deux parties. Il se justifie par l'importance du rôle de l'ON qui représente le Cameroun dans toutes les activités financées par les ressources du FED, ainsi que la nécessité d'un leadership local fort et qualifié pour améliorer l'efficacité de la coopération. Le rôle d'ON inclut, en vertu de l'Accord de Partenariat ACP-CE signé à Cotonou et révisé à Luxembourg, un grand nombre de fonctions aussi bien politiques que techniques. Ces fonctions sont exécutées en étroite collaboration avec la Délégation.

C. L'AMBASSADEUR HANS-PETER SCHADEK

Données personnelles :

- Date de naissance : 05/12/1956
- Lieu de naissance : Kiel, Allemagne
- Nationalité : Allemande
- Situation familiale : Marié, 4 enfants
- Langues : Français, Anglais & Allemand

Etudes universitaires

- 1983 : Diplôme d'ingénieur agronome, option économie rurale, Université Christian-Albrechts, Kiel, Allemagne
- 1992 : Doctorat en économie rurale, Université Technique de Berlin, Allemagne

Parcours professionnel

- ❖ De 1983 à 1993, affectations au Togo et au Burundi, en tant que conseiller dans des programmes de développement rural pour le compte de la coopération allemande et d'un bureau d'études privé.
- ❖ Fonctionnaire de la Commission européenne depuis août 1993. Transfert au Service Européen de l'Action Extérieure le 01/01/2011.
- ❖ Postes de Conseiller dans les Délégations de l'UE au Mali (1993-1998) et au Cameroun (1998-2002). Responsable géographique à la Commission européenne, Direction Générale du Développement, en charge du Ghana et de Sierra Leone (2002-2004).
- ❖ De 2004 à 2007, Chef des Opérations et Chef de Délégation a.i. à la Délégation de l'UE au Sénégal.
- ❖ Ambassadeur/Chef de Délégation de l'Union européenne au Niger de janvier 2008 à septembre 2013.
- ❖ Chargé de Mission pour le Sommet EU-Afrique d'Avril 2014. De septembre 2014 à août 2017, Chef de Division "Afrique Occidentale" au sein du Service Européen d'Action Extérieure; exercice des fonctions de Directeur exécutif adjoint pour l'Afrique de janvier 2016 à mai 2016.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Sécurité-Développement-Aide humanitaire : l'Union européenne rencontre ses partenaires dans la région de l'Extrême-Nord

L'Ambassadeur Hans-Peter SCHADEK, Chef de Délégation de l'Union européenne au Cameroun effectue, du 17 au 19 janvier 2018, une visite de travail à Maroua et dans plusieurs autres localités de la région de l'Extrême-Nord.

Au cours de son séjour dans ces différentes localités, M. SCHADEK aura plusieurs rencontres avec les autorités et forces vives de cette région pour un échange de vues sur des questions d'intérêt commun qui engagent l'avenir de cette partie du pays, notamment la sécurité et la lutte contre le groupe armé Boko Haram, le développement et la situation humanitaire. Une partie du programme de cette mission sera conduite conjointement avec Mme Allegra Maria Del Pilar BAIOCCHI, la Coordinatrice résidente du Système des Nations unies à Yaoundé.

Entre autres, la délégation européenne va visiter les réalisations de plusieurs projets et programmes soutenus par l'UE. Il s'agit notamment du projet d'*"Appui à l'instauration d'un climat de confiance entre l'Etat et ses administrés dans la région de l'Extrême-Nord"* (appui à la police des frontières et aux sapeurs-pompiers) dont le dernier comité de pilotage se tient ce 19 janvier; du «*Projet d'Appui à la Résilience Socio-Economique des jeunes dans les trois régions du Septentrion (PARSE)*»; du "*Projet d'investissement en appui au développement économique local dans l'Extrême-Nord...*"; du "*Projet d'électrification de 16 villages en zones rurale et périurbaine dans 10 communes de la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun*" et de plusieurs autres programmes et initiatives qui ont permis de recruter plus de 5 000 jeunes et personnes vulnérables.

L'Ambassadeur SCHADEK va, par ailleurs, visiter le Camp des réfugiés de Minawao qui bénéficie des appuis de l'Office humanitaire de la Commission européenne.

Il est également prévu de visiter des infrastructures routières, à vocation sous régionale, réalisées avec des appuis européens.

Le financement de cette dizaine de projets constitue la contribution européenne à l'effort gouvernemental de pacification et de redressement économique de cette partie du Cameroun. Il reflète l'importance que l'UE accorde à la partie septentrionale du pays en général et à la région de l'Extrême-Nord en particulier.

La visite entre dans le cadre du partenariat qui lie le Cameroun et l'Union européenne depuis de longues dates. Elle a été organisée en partenariat avec le Système des Nations unies avec lequel l'Union européenne coordonne étroitement ses actions et interventions dans cette partie du Cameroun.

E. LES PROJETS À VISITER

Mercredi 17 janvier | 17h00

Titre du projet :	Projet d'Appui à la Résilience Socio-Economique des jeunes dans les trois régions du Septentrion (PARSE) , cette action est la suite du Projet d'Appui aux jeunes défavorisés de l'Extrême-Nord (PAJED).
Durée du projet :	PAJED : 24 mois (14/01/2015 – 14/01/2017) pour 1 région (EN) PARSE : 36 mois (01/10/2016 – 30/09/2019) pour 3 régions (EN, NO, AD)
Partenaire(s) :	Agence de coopération technique allemande : GIZ [avec les Organisations non-gouvernementales locales et internationales et les communes]
Budget total, contribution UE et autre(s) :	PAJED : Total : EUR 2.265.000 (environ 1,5 milliards FCFA) • UE : EUR 2.000.000 par l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix de l'UE • Allemagne : EUR 265.000 PARSE: Total : EUR 10.000.000 (environ 6,6 milliards FCFA) • EUR 7.000.000 par le Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union Européenne pour l'Afrique • Allemagne : EUR 3.000.000.
Objectifs et résultats attendus :	1. Améliorer la résilience socio-économique des jeunes vulnérables dans les trois régions du Septentrion. 2. Renforcer la cohabitation pacifique dans les trois régions du Septentrion.
Progrès jusqu'ici :	• Dans le cadre du PAJED (qui s'est terminé en janvier 2017) : ○ 1.658 jeunes vulnérables ont bénéficié d'un emploi temporaire dans les travaux d'intérêt collectif à l'Extrême-Nord, y inclus 350 à Maroua. ○ 779 jeunes défavorisés ont été formés par les centres de formation professionnelle, y inclus des entrepreneurs qui ont créé leur propre emploi (tels que ceux visités à Maroua). • Depuis fin 2016, dans le cadre du PARSE: ○ 3.360 jeunes vulnérables ont été recrutés dans 12 communes des trois régions du Septentrion, dont 40% de femmes. Ces jeunes ont désormais accès au revenu de 3.000 FCFA par jour, grâce aux activités HIMO, dont 1.500 FCFA sera thésaurisée pour financer leurs formations professionnelles. ○ 199 acteurs locaux notamment les jeunes (27 % de femmes), les adultes et les autorités se sont retrouvés en mai 2017 autour de trois fora à Maroua, Garoua et N'Gaoundéré pour échanger sur la paix, le vivre ensemble, et les synergies entre générations. ○ 37 jeunes ont bénéficié d'une formation en journalisme et s'exercent dans le suivi indépendant du projet.

Point(s) de contact :	• Mme Annette Braun, Chef de projet PARSE, basée à Garoua, Tél. 680 90 97 74 - Email : annette.braun@giz.de • M. Yahya Harouna, Conseiller technique du projet, basé à Maroua, Tél. 699 51 10 96 - Email : yahiya.harouna@giz.de
Site web :	https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/node/247

Titre du projet :	Projet d'investissement en appui au développement économique local dans l'Extrême-Nord, favorisant l'emploi et l'insertion des jeunes selon l'approche haute intensité de main d'œuvre.
Durée du projet :	33 mois (22/09/2016 – 21/06/2019)
Partenaires :	1. Programme National de Développement Participatif (PNDP), placé sous la maîtrise d'ouvrage du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT); 2. Agence Française de Développement.
Budget total :	10.000.000 EUR (environ 6.6 milliard FCFA), financé par le Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union Européenne pour l'Afrique
Objectif et résultats attendus :	Objectif : Accompagner les communes concernées de l'Extrême-Nord dans le développement économique de leur territoire par des investissements, <u>la réalisation d'infrastructures socio-économiques et la création d'emplois pour les jeunes ruraux.</u> Résultats attendus : 1. Réaliser 20 projets d'investissement communaux issus des Plans Communaux de Développement selon l'approche Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO). Ces projets visant à réhabiliter environ 115 kilomètres de routes et stocker environ 200.000 m³ d'eau. 2. Recruter 3500 jeunes et soutenir la formation et l'insertion professionnelle d'environ 2500 jeunes entre 18 et 35 ans. 3. Renforcer les capacités des bénéficiaires (entreprises, collectivités locales, services déconcentrés) sur l'approche HIMO. Une mare artificielle avec un forage équipé d'une pompe solaire est en construction au chantier de Ndoukoula. La création de 200 emplois est prévue.
Progrès jusqu'ici :	Les cinq premiers chantiers HIMO ont démarré en 2017, à savoir: Yagoua Construction de marre et forage (localité Maldji); Dargala Construction de marre et forage (localité Ngassa); Dziguilao Réhabilitation de route (localité aoyawe-Golonghini); Ndoukoula Construction de marre et forage (localité Gawel); et Roua Réhabilitation de route (localité Mayo-Roua-Mazaya-Doumgar). • <u>Jusqu'à présent, 419 jeunes ont reçu une rémunération totale de 44.982 euro (29,5 million FCFA).</u> En outre, 6.745 jeunes volontaires de 18 communes sont mobilisés pour être employés dans les chantiers. • Les travaux sur le chantier de Ndoukoula, lancé le 31 mai 2017, sont exécutés par des entreprises camerounaises (ETS Kodji SENI et BELO BELO). <u>35 jeunes ont été mobilisés sur ce chantier (10 femmes, 25 hommes)</u> au 21 décembre 2017. Les entreprises sélectionnées sont en cours de déploiement sur le terrain pour le démarrage de 10 nouveaux chantiers.
Point(s) de contact :	Mme Caroline ONANINA Agence Française de Développement (AFD) Tél: 690 20 14 98 - Email : onaninac@afd.fr
Site web :	https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/node/249

Titre du projet :	Améliorer l'accès à des soins de qualité pour les populations vulnérables par le renforcement des capacités de la Croix Rouge Camerounaise et des districts sanitaires de Hina, Roua et Gazawa dans la région de l'Extrême Nord du Cameroun
Durée du projet :	24 mois (du 01/01/2017 au 31/12/2018)
Partenaire(s)	Croix Rouge Française avec Croix Rouge Camerounaise
Budget total, contribution UE et autre(s) :	Total 825.000 EUR (environ 541 millions FCFA) • UE : 750.000 EUR • Autre : 75.000 EUR
Objectifs et résultats attendus :	Le projet vise à renforcer d'une part les capacités de la Croix-Rouge camerounaise et d'autre part à renforcer le système de santé dans les zones d'intervention d'urgence. La stratégie actuelle sur ces zones est de faire une transition de l'urgence vers le développement avec l'arrêt progressive en 2017 des activités en lien avec l'urgence notamment la gratuité des soins chez les enfants et les femmes enceintes et allaitantes. L'objectif recherché est d'améliorer la prise en charge sanitaire et nutritionnelle par les acteurs locaux : Croix-Rouge Camerounaise et Ministère de la Santé publique.
Progrès jusqu'ici :	- Renforcé les capacités institutionnelles et opérationnelles des comités départementaux et comités locaux du Diamaré et du Mayo Tsanaga, notamment à travers la formation de 25 responsables des comités sur la gouvernance humanitaire et sur la communication de leur plan d'action annuel, la formation de 85 volontaires sur les premiers secours en santé et en accompagnant l'intégration des comités locaux et départementaux dans les 38 réunions de coordination au niveau des structures de dialogue et des CSI qui se sont déjà tenues - Amélioré l'accès des populations aux soins et l'organisation des services dans les districts sanitaires, notamment à travers la formation de 19 commis de pharmacie des CSI à l'élaboration des commandes et à l'approvisionnement en médicaments et intrants nutritionnels, la formation de 28 employés de santé en Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant (PCIME), l'amélioration de l'approvisionnement en eau et l'assainissement et la gestion des déchets (une donation de kits WASH a été faite, constitués de brouettes, poubelles à pédale, sacs poubelles, etc., une analyse du rapport de l'évaluation des points d'eau a été faite en vue d'initier une réhabilitation des points d'eaux de certains centres en fonction des besoins).
Point(s) de contact :	Mme Marie Le Menn, Chef de Délégation Croix Rouge Française au Cameroun, Tél. 699 49 44 27, Email : hod-cam.frc@croix-rouge.fr .

Titre du projet :	Projet d'électrification de 16 villages en zones rurale et périurbaine dans 10 communes de la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun
Durée du projet :	53 mois (08/2014 – 12/2019)
Partenaires :	1. Mission de Développement des Monts Mandara (MIDIMA) 2. MINEPAT
Budget total, contribution UE et autre(s) :	Total : 7.090.000 EUR (environ 4,65 milliards FCFA) • UE : 5.250.000 EUR • Autre : 1.840.000 EUR
Objectifs et résultats attendus :	Objectif : améliorer le cadre de vie des populations en milieu rural en leur assurant l'accès à l'énergie électrique et aux services modernes facilités par celle-ci. Le projet vise entre autres à : • électrifier 16 villages de 10 municipalités de la région de l'Extrême-Nord, se trouvant à proximité du réseau en provenance de la centrale hydroélectrique de Lagdo. • garantir la durabilité du réseau en encourageant la maintenance et l'amélioration du système par les foyers ainsi que par les services publics et privés. Résultats attendus : 1. 16 villages reliés et connectés ; 2. utilisation de l'énergie électrique dans les villages par une part significative de foyers et de services publics et privés 3. utilisation de l'énergie électrique par les foyers dans le but d'améliorer la qualité de vie des populations (revenus, logement, sécurité, etc.) 4. construction de 91 km de lignes électriques à haute tension et 40 km de lignes à basse tension.
Progrès jusqu'ici :	450 ménages dans 6 localités, dont celle objet de la visite (village Mokong) ont accès à l'électricité grâce à la fourniture et installation de matériels électriques, avec 6 km de lignes. NB : La 2^{ème} phase vient d'être initiée, avec le lancement du marché pour la fourniture de matériels électriques et le lancement imminent du recrutement d'entreprises, pour la réalisation des travaux de pose et installation dans les 10 localités restantes prévues par le projet.
Point(s) de contact :	• M. HAIDAK Thomas - Coordonnateur du Projet: (+237) 676.78.86.78 ou 699.91.15.24 • M. BOULAMA Tchari - DG de MIDIMA: (+237) 699.66.39.49

Titre du projet :	Réponse intégrée d'urgence pour le renforcement de la résilience des populations les plus vulnérables des communautés affectées par le conflit dans l'Extrême Nord du Cameroun
Durée du projet :	12 mois (01/05/2017 – 30/04/2018)
Partenaire(s)	International Rescue Committee, en partenariat avec Première Urgence Internationale
Budget total, contribution UE et autre(s) :	Total : 2.000.000 EUR (environ 1,3 milliards FCFA) • UE : 1.550.000 EUR par la DG ECHO • Autre : 450.000 EUR
Objectifs et résultats attendus :	Objectif : Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des ménages vulnérables déplacés et autochtones touchés par la crise dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun Résultats attendus : 1. L'accès à l'eau potable, hygiène et assainissement et aux équipements de première nécessité sont améliorés 2. La couverture des besoins de base des ménages ciblés est améliorée.
Progrès jusqu'ici :	• 4 transferts monétaires représentant 73,4% du montant du cash a été utilisé pour la couverture des besoins de base • 35 points d'eau réparés sur 35 • 14 891 personnes ont accès à l'eau potable en quantité suffisante pour un usage domestique • 60% des bénéficiaires est en mesure d'identifier les principaux réservoirs, routes et vecteurs de contamination dans la transmission féco-orale • 155 cas de Violence basée sur le Genre (VBG) rapportés ayant reçu une réponse appropriée. 100% des survivantes de la VBG qui ont accédé aux services qui sont référées dans les - 72 heures pour les soins médicaux après l'incident • 2 347 membres de la communauté ayant participé à des activités de sensibilisation communautaire sur la VBG, sur une cible de 3 000
Point(s) de contact :	• Mme Hannah Gibbins – Country Director IRC – 662 515 052 / 651 262 856 hannah.gibbins@rescue.org • Julie Thurière, Cheffe de Mission, Première Urgence Internationale (cdm@premiere-urgence.cm)

Project Title:	Protection and assistance for Nigerian refugees and IDPs in Cameroon
Project Duration:	10 mois (01/05/2017 – 28/02/2018)
Implementing Partners	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)
Total Budget, EU contribution and others:	Total : 1.964.494 EUR (around 1.3 billions FCFA) • UE : 900.000 EUR par la DG ECHO • Others : 1.064.494 EUR
Objectives and Expected results	Objective: To provide international protection to refugees, in and out of camp, by improving access to the territory and necessary documentation. In addition, ensuring a comprehensive response to reported SGBV cases as well as making preparations for voluntary repatriation of refugees within the framework of the Tripartite Agreement signed between UNHCR and the governments of Nigeria and Cameroon. For IDPs, ensuring access to rights through robust protection monitoring, referral to services providers and advocacy on identified protection issues. Expected Results 1. Nigerian refugees and IDPs have access to fair protection processes, legal assistance and, specifically for refugees, efficient registration procedures and registration procedures and documentation. 2. Nigerian refugees are provided with objective and accurate Information on the repatriation and reintegration process in Nigeria.
Progrès jusqu'ici :	In 2017, 21 000 refugees identified out of camp in Logone-Et-Chari and Mayo-Tsanaga divisions. Mayo-Sava is currently being covered. Biometric Registration was delayed in Minawao. However, refugees do hold documentation. As such, 90% of Nigerian refugees have access to protection. Implementation of the Tripartite Agreement is on-going with UNHCR cross-border missions to evaluate conditions in potential returning areas, the organization of mass-sensitization campaigns in Minawao camp, as well as the organization of "go-and-see" visits by refugees. A first batch of repatriation is already foreseen in January 2018. However, the repatriation concerns 2 000 individuals originated from Adamawa State in Nigeria, where the situation as assessed as stable by the Technical Working Group of the Tripartite Commission. 97% of refugees in Minawao come from Borno State, where the situation remains volatile and does not allow to consider repatriation at the moment. A "Return Intention" survey for Nigerian refugees was conducted by UNHCR in November 2017. 44% of Nigerian refugees intended to return soon. This was a significant drop from 2016 where 70% expressed their wish to return home. 4 400 cases of <i>refoulements</i> have been reported since January 2017 by UNHCR in Cameroon. 95% of reported SGBV survivors receive legal assistance according to UNHCR.
Point(s) de contact :	M. Xavier BOURGOIS, Public Information Officer, UNHCR, Bourgois@unhcr.org , +237 69 00 49 996
Site web :	OCHA Cameroun

Titre du projet :	Projet de formation et d'insertion socio professionnelle des jeunes défavorisés dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun
Durée du projet :	36 mois (du 30/12/2014 au 31/12/2017)
Partenaire(s)	Fondation Bethlehem de Mouda (FBM) avec Centre de Promotion et de Formation des Aveugles de Maroua (CPFAM)
Budget total :	284.308 EUR (environ 186,5 millions FCFA)
Objectifs et résultats attendus :	Le projet vise à renforcer le système de formation et d'insertion socioprofessionnelle des jeunes défavorisés dans la Région de l'Extrême-Nord. Grâce au renforcement des capacités spécifiques dans le cadre du développement local, de la gestion participative des ressources environnementales et productives, le projet permettra de réduire la pauvreté en multipliant le nombre d'emploi et de créer une conscientisation globale sur le problème du travail pour les jeunes défavorisés. Résultat attendus : 1. Les communautés villageoises connaissent largement l'offre de formation et les principes de la FBM et du CPFAM sont diffusés largement. 2. La FBM et le CPFAM dispose des infrastructures, des équipements et du personnel adéquats pour une formation de qualité. 3. Les jeunes acquièrent les compétences techniques artisanales, agro-pastorales, gestionnaires et de vie quotidienne. 4. La création des AGR par les jeunes est facilitée.
Progrès jusqu'ici:	Le projet a appuyé deux centres de formation des jeunes (Centre de Formation artisanale et d'appareillage de Mouda et le Centre de Promotion et de Formation des Aveugles de Maroua), par la prise en charge financière du personnel enseignant, de la rénovation des infrastructures, de la mise à la disposition du matériel didactique et pédagogique ainsi que de la matière première pour les formations dans les ateliers et l'octroi du matériel en fin de formation aux meilleurs de ces jeunes. Pendant 3 ans, le projet a formé environ 500 jeunes et fourni un accompagnement pour leur AGR à au moins 190 jeunes parmi eux. Entre temps les offres de formation des deux centres ont été diffusées au travers des séances de sensibilisation et animation dans les communautés et villages.
Point(s) de contact :	• M. Aidjo, Coordonnateur de la Fondation (698847696), • Edouard Widam, Chef de projet (656239304 ou 655828484)

Vendredi 19 janvier | 10h00

Titre du projet :	Appui au renforcement d'un climat de confiance entre l'Etat et ses administrés dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun
Durée du projet :	30 mois (24/07/2015 – 23/01/2018)
Partenaire :	CIVIPOL
Budget total :	EUR 3.925.415,75 (environ 2,5 milliards FCFA) de l'Instrument contribuant à la stabilité et à la paix de l'Union européenne
Objectifs et résultats attendus :	• Renforcer les capacités d'intervention du Corps National de Sapeurs-Pompiers afin d'améliorer la prévention et la gestion des différents risques. • Renforcer les capacités des postes frontières afin d'améliorer la sécurité des flux transfrontaliers et d'endiguer les passages d'armes et de combattants.
Progrès jusqu'ici :	Le projet s'achève le 23 janvier 2018 avec pour résultat: • Cartographies participative des risques, Plans de prévention et Plans d'organisation des secours dans les localités de Maroua et de Kousséri élaborées. • Centres de secours de Maroua et Kousséri rénovés et équipés avec véhicules d'intervention (camions porte-berce, ambulances, pick-up avec groupe incendie haute pression, pick-up secours routier, 2 remorques de potabilisation de l'eau, berces inondation et incendie). • Poste de frontière de Barnaké construit et Poste de frontière de Kousséri rénové et matériel de transmission et de détection de faux documents livrés aux postes de frontières de Kousséri et Goulfey (Extrême-Nord) ; et Demsa et Barnaké (Nord). • Création de la première unité cynotechnique du Cameroun au poste frontière de Kousséri (avec formation spécifique pour 15 agents et dotation de 6 chiens dressés) et bâtiment de la brigade cynophile construit et équipé. • Création d'une brigade fluviale de police au poste frontière de Kousséri (avec formation spécifique pour 12 agents) et bâtiment de la brigade fluviale de Kousséri rénové et équipé.
Point(s) de contact :	-Arnaud Blanchard, Chef de projet, blanchardandyou@hotmail.com -Hamadou, Tél. 696567134, Email : hamadou_773@yahoo.fr
Site(s) web :	https://ec.europa.eu/europeaid/projects/appui-linstauration-dun-climat-de-confiance-entre-letat-et-ses-administres-dans-la-region_en http://www.civipol.fr/fr/node/2705

Titre du projet :	Les enfants acteurs du dialogue pour la paix, la stabilité et le vivre ensemble dans l'Extrême-Nord Cameroun
Durée du projet :	48 mois (31/12/2016 – 31/12/2020)
Partenaire(s)	ONG KIRA (Allemagne) et ONG ALDEPA (Cameroun)
Budget total, contribution UE et autre(s) :	Total : 691.027,40 EUR (environ 453 million FCFA) • UE : 621. 924 EUR • Autre : 69.000 EUR
Objectifs et résultats attendus :	<u>Objectif global</u>: Promouvoir l'implication responsable des enfants à la construction d'un environnement de paix et de stabilité propice au vivre ensemble et à leur participation active à la vie publique. <u>Objectifs spécifiques</u>: 1. Développer et rendre opérationnels des mécanismes endogènes de dialogue pacifique interreligieux, interculturel et interrelationnel pour la paix et la stabilité au sein des communautés, promue par les enfants et les groupes sociaux structurés. 2. Promouvoir le leadership jeune pour une citoyenneté responsable et respectueuse de l'autre et du bien public. 3. Susciter et renforcer la participation citoyenne des jeunes pour une meilleure influence des politiques et actions publiques.
Progrès jusqu'ici :	• 11 Clubs Interreligieux pour la Réflexion et l'Action en faveur de la Paix (CIRAP) ont été créés dans les 11 arrondissements du projet. • 25 séances de dialogues interreligieux tenus dans 19 localités avec des engagements de chaque partie pour mobiliser la communauté pour la paix et le vivre ensemble • 4321 enfants/jeunes exposés et leurs familles ont été identifiés dans les localités du projet et reçoivent un accompagnement psychosocial à travers des causeries éducatives, des thérapies individuelles, des VAD et counseling et des thérapies de groupe pour qu'ils puissent atteindre la résilience. • 19 filles victimes d'abus sexuels ont été appuyées pour l'établissement des certificats médico légaux, les examens médicaux et pour l'achat des médicaments. • 789 enfants ont reçu un appui (fournitures, frais d'inscription et frais de dossiers) pour leur insertion/réinsertion scolaire dans les localités couvertes par le projet. • 22 émissions radiophoniques ont été diffusées dans les ondes des radios communautaires de Echos des Montagnes, Sava FM, FM Kousséri, radio Bangao et la CRTV sur l'extrémisme violent, la paix, la tolérance, les violences faites aux enfants, le vivre ensemble, la cohabitation pacifique.
Point(s) de contact :	ONG ALDEPA - Mme Marthe Wandou, Tél. 677646278 et 695536274
Site(s) web :	https://www.kinderrechte-afrika.org/fran%C3%A7ais/nos-partenaires/cameroun-aldepa/ http://aldepa.blogspot.be/

Vendredi 19 janvier | 14h30

Titre du projet :	Projet d'appui à l'Amélioration de la Productivité de l'Elevage dans la Région de l'Extrême-Nord (PAPE)
Durée du projet :	36 mois (du 01/12/2016 au 30/11/2019)
Partenaire(s)	CADEPI avec partenaires UICN (Belge) et CNEBCAM (Camerounais)
Budget total, contribution UE et autre(s) :	Total : EUR 890.070 (environ 525 millions FCFA) • UE : EUR 800.000 - Autre : 90.070 EUR
Objectifs et résultats attendus :	Objectif : Contribuer au développement économique et à la gouvernance des systèmes pastoraux, ainsi qu'à l'amélioration des moyens d'existence des éleveurs de la Région de l'Extrême-Nord. Résultats attendus : 1. renforcer les capacités des acteurs en vue de l'amélioration de la productivité de l'élevage, 2. améliorer la disponibilité, l'accès et la gestion apaisée et inclusive des ressources et infrastructures pastorales 3. faciliter la réhabilitation des marchés à bétail 4. promouvoir la gouvernance du système de commercialisation du bétail. Entre autres, le projet vise à <u>former 14 auxiliaires en soins vétérinaires et techniques d'alimentation du bétail; matérialiser 150 km de couloirs de passage et 400 km² d'aires pâturages, et construire 5 marchés à bétail équipés.</u>
Progrès jusqu'ici :	• Un plan d'action pour le renforcement des capacités de la Fédération des Eleveurs de Bovins (FEB) est actualisé; • 29 organisations des éleveurs de base (320 recensées et analysées) sont renforcées en vue de constituer des organisations faitières; • 14 auxiliaires de santé et de production animales identifiés en vue de leur formation (en cours); • DAO en cours de publication pour aménagement de 5 forages pastoraux; • 3 marchés à bétail sont construits/équipés, un marché réhabilité avec la participation des bénéficiaire, des communes et des services du MINEPIA. Les ouvrages comprennent chacun: bureau, hangar, parc de bétail, forage, abreuvoir, château et bloc de latrines. 7 comités de gestion des marchés à bétail sont créés et redynamisés; NB: Le 1^{er} comité de pilotage (COPIL) et le lancement officiel ont eu lieu en mars 2017 présidés personnellement par le Gouverneur de l'Extrême-Nord. Le 2^{ème} COPIL est prévu en ce mois de janvier 2018.
Point(s) de contact :	CADEPI (Cellule d'Appui au Développement local Participatif Intégré) Monsieur Khari Boukar, Coordonnateur du PAPE et Secrétaire Général Tél: 699580349 E-mail: khari_boukar@yahoo.fr / cadepi06@yahoo.fr
Site web :	www.cadepi.org